



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 13/02/2025

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : n° D3i-2025-89

Affaire suivie par :

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Dossier de réexamen des conditions d'exploitation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de déchets (WT) : Société ONYX EST à Beine-Nauroy (51)
- Dossier de réexamen transmis au préfet le 7 juillet 2024, complété le 30 octobre 2024

PJ : Projet de courrier prenant acte du réexamen

Par transmission du 7 juillet 2024, complétée le 30 octobre 2024, la société ONYX EST a déposé en préfecture de département un dossier de réexamen pour son installation de stockage de déchets non dangereux exploitée sur le territoire de la commune de BEINE-NAUROY, dans le cadre de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier de réexamen permet de prendre acte des déclarations de l'exploitant, selon lesquelles les installations de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel précité, ainsi qu'à certaines des meilleures techniques disponibles issues du BREF WT (document de référence pour le secteur du traitement de déchets) applicables au cas spécifique des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Ces MTD applicables aux ISDND ayant été intégrées par voie d'arrêté ministériel, elles ne nécessitent pas d'être rendues opposables par voie d'arrêté complémentaire. En conséquence, la notification de cet arrêté ministériel ne nécessite pas une présentation au CODERST.

L'inspection des installations classées propose de notifier ces éléments à l'exploitant, par courrier dont un projet est joint au présent rapport.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement :

Vérifié par le chef du pôle Ressources :

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le directeur régional,
par le chef du Service Prévention des Risques Anthropiques :

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société ONYX EST exploite sur le territoire de la commune de BEINE-NAUROY, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), autorisée par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité initial du 31 août 2009, consolidé en date du 12 septembre 2016 suite à plusieurs modifications.

Cet arrêté du 12 septembre 2016, qui constitue le principal acte réglementant les activités du site, a par la suite été complété :

- en 2018 suite à la création d'une alvéole de stockage de l'amiante ;
- en 2018 en prescrivant le renforcement de la défense incendie et suite à la demande d'agrandissement de la zone de chalandise ;
- en 2023 suite à l'augmentation du stockage instantané de déchets de bois, à la modification de la gestion des lixiviats et du biogaz, et dans le cadre de modifications des conditions d'exploitation suite à un incendie.

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique principale suivante :

3540.1 : « Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25000 tonnes ».

2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED », n° 2010/75/EU) dite « directive IED » définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu de la situation administrative évoquée ci-avant, les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de la directive IED, sont donc applicables : la rubrique principale est la rubrique n°3540 (seule rubrique 3000 en vigueur pour le site) et le BREF principal (document européen de référence pour établir les meilleures techniques disponibles) est le BREF WT (Waste Treatment = traitement de déchets).

2.1 Dossier de réexamen

Usuellement, en application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Or les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets (BREF WT), fixées dans la décision d'exécution de la commission européenne n°2018/1147/UE du 10 août 2018 publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018, ne sont pas rendues applicables à la mise en décharge de déchets, donc aux ISDND en particulier.

Dans ce cas, l'article R.515-70.II du code de l'environnement prévoit que « si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions ».

Aussi, et en vertu des articles L.515-28 et R.515-63 du Code de l'environnement, c'est la conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 (ci-après dénommé « AMPG ISDND ») relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui constitue le référentiel de réexamen. D'ailleurs, c'est l'article 64 de cet AMPG ISDND qui a établi que la procédure de réexamen devait être mise en œuvre dans un délai de 3 ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2022 au plus tard, et l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets doit donc être effective pour le 17 août 2025.

2.2 Modification de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, incluant des MTD

Dans le dossier de réexamen initialement attendu en août 2022, il s'agissait essentiellement pour l'exploitant de justifier du respect de l'arrêté ministériel sectoriel en vigueur, tout en pouvant faire valoir toute proposition de meilleure technique disponible s'il estimait, après analyse de son fonctionnement (technique ou organisationnel), que certaines dispositions satisfaisaient aux critères permettant de retenir une meilleure technique disponible au regard des critères de l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive IED.

Depuis, la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques, du ministère de l'Écologie) a engagé un travail de mise à jour cet arrêté ministériel sectoriel (AMPG ISDND), qui s'est traduit par la publication d'un arrêté ministériel de modification le 7 août 2023 (publié au Journal Officiel du 27 octobre 2023). Les principales modifications de cet arrêté portent sur :

- l'aménagement et la gestion des casiers, avec la possibilité d'un dispositif équivalent concernant la couche de drainage des lixiviats (article 9), et la possibilité d'une équivalence concernant la couverture finale (article 35),
- la sécurité incendie, avec un plan de défense incendie et des rondes de surveillance, la formation du personnel pour les interventions et la réalisation d'un exercice de défense incendie notamment (articles 16 et 33),
- quelques spécificités pour les casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, et les casiers exploités en mode bioréacteur,
- et l'intégration de certaines MTD issues des conclusions du BREF WT qui apparaissaient pertinentes au secteur des ISDND. L'intégration de ces MTD s'est faite à l'issue de réunions de travail entre la DGPR et la profession notamment.

Ainsi, dans le cas d'exploitants n'ayant pas remis leur dossier de réexamen en 2022, il leur a été demandé d'apporter un positionnement vis-à-vis de l'ensemble de l'AMPG ISDND modifié.

3. Contenu du dossier de réexamen

3.1 Périmètre IED

Le « périmètre IED » correspond au périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive. Au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement, ce périmètre est constitué des installations relevant directement de la rubrique 3420 ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

De manière plus concrète, l'exploitant considère que le périmètre IED englobe l'intégralité des casiers constituant l'installation de stockage, ainsi que la plateforme de valorisation des biogaz et de traitement des lixiviats.

En revanche, il propose d'exclure de ce périmètre une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux non inertes, une plateforme de transit et de déconditionnement des biodéchets emballés et une installation de collecte des déchets non dangereux apportés par le producteur initial, non liées à l'installation principale.

3.2 Documents de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables

Comme évoqué précédemment, en l'absence de BREF sectoriel directement applicable aux ISDND, le positionnement de l'exploitant, dans son dossier initial remis le 7 juillet 2024, s'est basé sur le respect de l'AMPG ISDND. Néanmoins, l'exploitant n'a pas pris en compte la nouvelle version de l'AMPG ISDND et un positionnement complémentaire a été fourni le 30 octobre 2024, vis-à-vis de l'ensemble de l'AMPG ISDND modifié.

3.3 Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport à l'intégralité de l'AMPG ISDND, et donc en particulier par rapport aux articles 21.II, 21.V, 24 bis et 24 ter de la version modifiée par arrêté du 7 août 2023.

Positionnement de l'exploitant

Dans son dossier de réexamen initial, l'exploitant indique respecter l'ensemble des articles de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Ainsi, le dossier de réexamen transmis par l'exploitant statue sur la mise en œuvre effective des meilleures techniques disponibles. Le dossier ne comporte pas de demande de dérogation à un NEA-MTD (au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement) et aucune application de MTD alternative n'est sollicitée.

3.4 Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70

Le dossier remis par l'exploitant comporte cet avis : il n'a pas identifié de situation nécessitant d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral (outre les dispositions de l'arrêté ministériel sectoriel).

4- Analyse du dossier de réexamen

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des MTD applicables aux installations ;
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations ;
- les propositions de l'exploitant quant à la mise en conformité de ses installations eu égard aux écarts constatés.

4.1 Périmètre IED

Le périmètre IED défini par l'exploitant n'appelle pas d'observation de l'Inspection : celui-ci est donc bien constitué par l'installation de stockage des déchets non dangereux ainsi que la plateforme de valorisation des biogaz et de traitement des lixiviats.

4.2 Mise en œuvre des MTD et respect des niveaux d'émission associés

Comme évoqué précédemment, le dossier de réexamen transmis par l'exploitant statue sur la mise en œuvre effective des meilleures techniques disponibles. Le dossier ne comporte pas de demande de dérogation à un NEA-MTD (au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement) et aucune application de MTD alternative n'est sollicitée.

L'inspection prend acte de ce positionnement, qui ne vaut pas validation de la suffisance des mesures mises en œuvre par l'exploitant, en particulier s'agissant de la mise en œuvre du programme de détection et de réparation des fuites (article 21.V).

La vérification du respect de ces dispositions pourra être vérifiée à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

4.3 Conclusion sur le dossier de réexamen

L'inspection des installations classées prend acte du positionnement de l'exploitant quant au respect de l'AMPG ISDND modifié.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Marne de prendre acte du réexamen, au travers d'un courrier de notification, dont un projet rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

5. Rapport de base

Le rapport de base est un document ayant vocation à constituer un 'point zéro' de l'état des sols et des eaux souterraines, servant ensuite d'objectif de dépollution lors d'une cessation d'activité.

Deux conditions cumulées impliquent l'élaboration d'un rapport de base : lorsqu'il y a utilisation, production ou rejet de substances dangereuses pertinentes ET lorsqu'il y a un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

A partir de l'étude de ces critères, l'exploitant doit :

- soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre.

Ce rapport de base, prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement, doit être remis au plus tard à l'occasion du premier réexamen (article R.515-59.I.3°).

Dans le cas présent, le rapport de base n'a pas encore été remis à ce jour.

Il convient de rappeler à l'exploitant que son activité relève de l'article R.515-59.I.3°, et qu'il est tenu d'adresser au préfet un rapport de base ou un justificatif de non remise de ce rapport à l'occasion de la remise de son dossier de réexamen.

Aussi, l'inspection propose que le courrier préfectoral évoqué ci-avant fixe un délai de 2 mois pour la remise de ce rapport de base / mémoire de non-soumission, suffisamment argumenté pour en justifier le bien-fondé.